

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES COMPTES DE DE LA NATION EN 2006

N°2010-01 JUILLET 2010

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Un ralentissement du rythme de la croissance de l'activité économique et une légère hausse des prix

L'activité économique du Burkina en 2006 s'est déroulée dans un environnement international marqué par la poursuite de l'expansion de l'économie mondiale soutenue principalement par les pays émergents de l'Asie. Les cours de la plupart des matières premières agricoles sont restés bas notamment ceux du coton. Le taux d'inflation est resté stable (2,2%) dans la zone Euro.

La croissance économique ralentit en 2006 et s'établit à 2,9% dans la zone UE-MOA (contre 4,1% en 2005) en raison notamment des difficultés dans

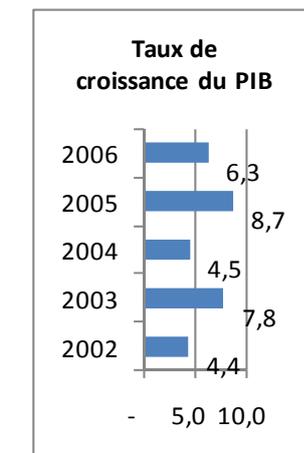
certaines filières agricoles, l'envolée des prix des produits pétroliers. Quant à l'inflation, elle a baissé de deux points pour se situer à 2,3%.

L'économie nationale enregistre en 2006 une croissance du PIB de 6,3% en décélération par rapport à 2005 (8,7%). Cette évolution est essentiellement expliquée par les performances des secteurs tertiaire et secondaire ; quant au secteur primaire, sa croissance s'est ralentie en raison de la baisse de la production du coton.

Du côté de l'offre, la bonne performance du secteur tertiaire (+12,3%) s'explique par la bonne tenue des activités de transports, de l'hôtellerie, de la restauration et des télécommunications. Ces activités ont

Du côté de la demande, la consommation finale représentant 93% du PIB est le principal moteur de la croissance avec une contribution de 4,7 points. Cette forte contribution s'explique par une forte augmentation de la consommation finale des administrations publiques de 13,2% contre

8,6% en 2005. L'inflation s'établit à 2,4% contre 6,4% en 2005. Ce résultat s'explique par les effets conjugués de la baisse des prix des produits alimentaires et de l'augmentation modérée des prix des transports, qui constituent les deux plus



bénéficié des retombées de l'organisation de grandes manifestations entre autres les assemblées annuelles 2006 de la BAD et 38ème Conférence des Ministres de la CEA, élections municipales, SIAO. La croissance du secteur secondaire (6,2 %) s'explique surtout par l'activité de construction notamment les infrastructures de base.

grandes composantes du panier de la ménagère.

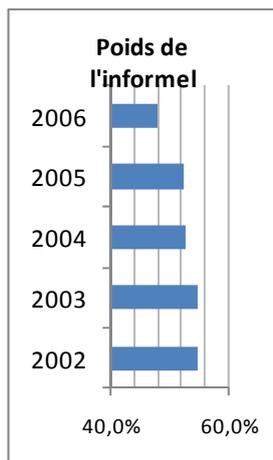
Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages augmente de 2,7% en 2006 contre 7,7% en 2005 et leur taux d'épargne reste relativement stable par rapport à l'année précédente.

SOMMAIRE :

- *L'activité économique du Burkina en 2006 s'est déroulée dans un environnement international marqué par la poursuite de l'expansion de l'économie mondiale soutenue principalement par les pays émergents de l'Asie*
- *L'économie nationale enregistre en 2006 une croissance du PIB de 6,3% en décélération par rapport à 2005 (8,7%), Cette évolution est essentiellement expliquée par les performances des secteurs tertiaire et secondaire*

DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2
LA DEMANDE	3-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES SECTEURS	8



Le secteur informel dans le PIB réel diminue avec le temps.

« LE SECTEUR SECONDAIRE CROÎT FORTEMENT DE 6,2% (CONTRE 2,6% EN 2005) IMPUTABLE AU BOOM DU SECTEUR BTP . »

Le taux de marge des sociétés non financière augmente légèrement de 2,2 points en 2006 comparativement à l'année précédente.

La situation des administrations publiques se dégrade en raison d'une forte évolution des dépenses publiques de 14,3% et d'une augmentation des recettes totales de

7,3%. Cependant, le déficit public hors remise de dettes rapporté au PIB se situe à 2,6% contre 3,5 % en 2005. En prenant en compte la remise de dettes, la situation de l'administration publique devient excédentaire, et s'établit à 19,4% du PIB.

Vis-à-vis de l'extérieur, la balance commerciale reste

déficitaire en 2006 avec cependant une amélioration de 37 milliards par rapport à l'année précédente. Cette amélioration est due à une croissance des exportations plus forte que celle des importations ; ce qui s'explique par la hausse des quantités exportées du coton.

ÉVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Forte croissance des secteurs tertiaire et secondaire

L'économie nationale en 2006 croît de 6,3%, soit un léger repli par rapport à 2005 (8,7%), mais cette croissance reste deux fois supérieure à celle de la zone UEMOA ; Ce repli s'explique par une performance modérée du secteur primaire.

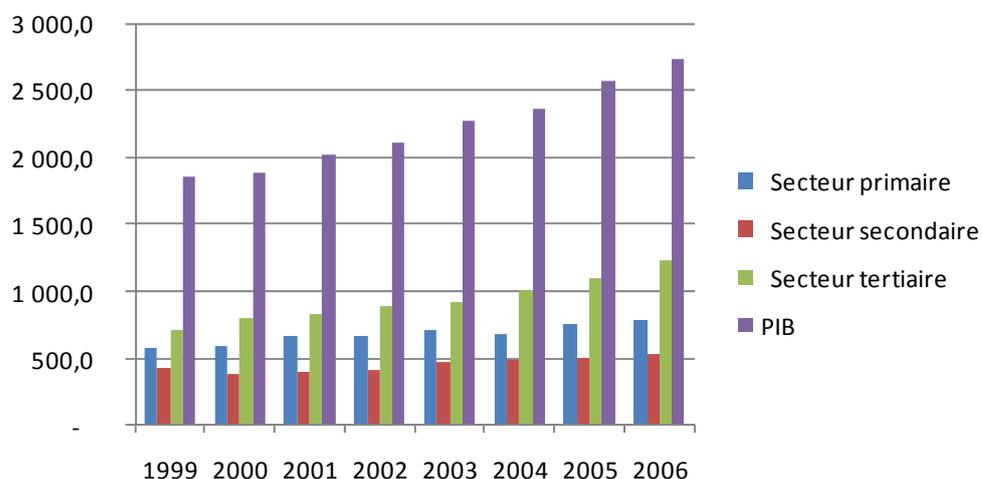
L'économie Burkinabè reste dominée par le secteur tertiaire qui représente 44,8% du PIB en 2006. Cette part progresse de 2,4 points au détriment du secteur primai-

re. Le secteur secondaire croît fortement de 6,2% (contre 2,6% en 2005) imputable au boom du secteur BTP en relation avec la réalisation des grands chantiers d'infrastructures. Quant au secteur primaire, sa croissance a ralenti significativement passant de 10,2% en 2005 à 3,4% en 2006 compte tenu des difficultés rencontrées au cours de la campagne agricole.

Sur la période 1999-2005, le secteur informel génère plus de la moitié de la valeur ajoutée en volume. Cette proportion baisse graduelle-

ment au fil du temps passant de 54,7% du PIB en 2002 à 48% en 2006. Cette situation est due au recul de la part de l'informel tertiaire dans la valeur ajoutée alors que la part du secteur tertiaire est en hausse dans le PIB.

Evolution du PIB à prix constant par secteur d'activité



EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE

Les valeurs ajoutées de tous les secteurs ont progressé, mais à des rythmes différents. Les secteurs tertiaire et secondaire sont les plus performants.

Performance moyenne du secteur primaire

La croissance des activités du secteur primaire est de 3,4% pour une contribution à la croissance du PIB de 1 point. Ce secteur représente 28,4

% du PIB, part en diminution en faveur du secteur tertiaire. Cette performance moyenne est imputable aux difficultés dans l'agriculture notamment la culture du coton. mais aussi dans la branche élevage. La contre performance de la filière coton s'explique par les conditions climatiques variées selon les régions (inondations, poches de sécheresse, attaque des cultu-

res, etc). Quant à élevage, le recul de sa valeur ajoutée est dû aux effets de la grippe aviaire et à un déficit des produits destinés à l'alimentation du bétail.

Les activités du BTP impulsent la croissance du secteur secondaire

Le secteur secondaire qui représente 19,4% du PIB croît de 6,2% en 2006 contre 2,6% un an plutôt. Sa

contribution à la croissance du PIB est de 1,2 point dont 0,9 point provient du BTP.

Cette forte croissance est due aux performances des activités de BTP (17%), des industries manufacturières (2,5%) et de l'énergie (3,7%). Cette évolution s'explique par les travaux des chantiers de construction des infrastructures routières, scolaires et sanitaires.

Poursuite d'une croissance accélérée du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire croît fortement de 12,3%, soit 4,4 points de plus que l'année précédente. Sa contribution à la croissance du PIB est de 5,2 points. Compte tenu de son poids dans le PIB (44,8%), son évolution est déterminante sur l'évolution globale. Cette croissance est tirée par les activités de transport (27,2%), de télé-

communications (8,9%) activité en perpétuelle innovation, de l'hôtellerie et restauration, mais aussi des activités non marchandes des administrations publiques (13,5%). Parmi les phénomènes qui expliquent cette évolution il y a l'organisation de grandes manifestations entre autres les assemblées annuelles 2006 de la BAD et 38ème Conférence des Ministres de la CEA, élections municipales, SIAO.

« LE SECTEUR TERTIAIRE CROÎT FORTEMENT DE 12,3%, SOIT 4,4 POINTS DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. SA CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB EST DE 5,2 POINTS. »

EVOLUTION DE LA DEMANDE

En 2006, la croissance de l'économie reste impulsée par la demande intérieure notamment par la consommation qui représente 93% du PIB. Le solde des échanges avec l'extérieur a eu une contribution à la croissance du PIB positive (1,6 point) ; situation exceptionnelle due

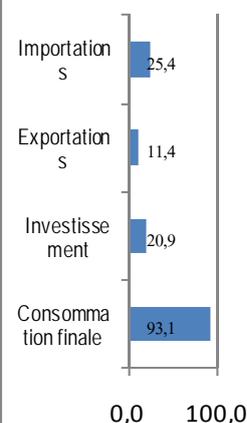
à une augmentation plus rapide des exportations par rapport à celle des importations.

Augmentation modérée de la demande intérieure

En 2006, la demande intérieure reste le principal facteur de croissance (4%

contre 9,3% un an plutôt) notamment la consommation finale qui représente sa principale composante (81,7%). La contribution à la croissance de l'investissement est quasi nulle malgré la forte progression de l'investissement public (13,2%).

Structure des emplois du PIB



LA CONSOMMATION FINALE

La consommation finale demeure le moteur de la croissance économique en 2006

La croissance économique reste soutenue par la consommation finale. Elle contribue à la croissance du PIB à hauteur de 4,7 points dont 60% issue essentiellement de la consommation finale des administrations publiques en raison de l'augmentation des dépenses de personnel effectuées pour la régularisation des avances des fonctionnaires et l'intégration d'agents de la santé et de l'éducation

Une prépondérance maintenue de la

consommation finale des ménages

La consommation finale progresse en volume de 5% en 2006. En moyenne, on a une progression du même ordre sur la période 1999-2006.

Comme par le passé, la consommation finale des ménages est le poste le plus important de la dépense de consommation finale (75%). Son évolution en 2006 est de l'ordre de 2,6% (contre 6,9% en 2005 et 4,3% en 2004).

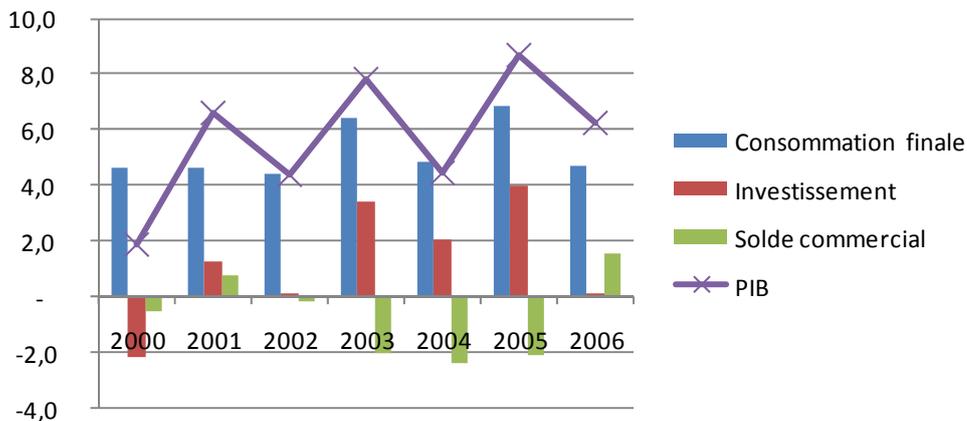
Les ménages consacrent plus de la moitié de leurs dépenses de consommation finale à la satisfaction de leurs be-

soins alimentaires (53,9%). Les autres dépenses importantes sont dans l'ordre l'acquisition des biens durables (10,3%), l'énergie (7%), hôtellerie et restauration (5,1%) et services de logement (4,8%) ; La part des dépenses de communication augmente et atteint 3% du budget des ménages du fait de la baisse des coûts de communication et l'expansion du marché de la téléphonie mobile et de l'internet

La consommation finale des administrations publiques connaît une augmentation en volume de 13,2% (8,6% en 2005 et 8,3% en 2004).

« LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RESTE SOUTENUE PAR LA CONSOMMATION FINALE. ELLE CONTRIBUE À LA CROISSANCE DU PIB À HAUTEUR DE 4,7 POINTS »

Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB en volume



L'INVESTISSEMENT

Recul considérable des investissements privés en 2006 avec un déstockage massif

La croissance de l'investissement en 2006 baisse de façon remarquable par rapport à celle de 2005. Le taux d'ac-

croissement de l'investissement en volume passe en effet de 16% en 2005 à 2,1% en 2006.

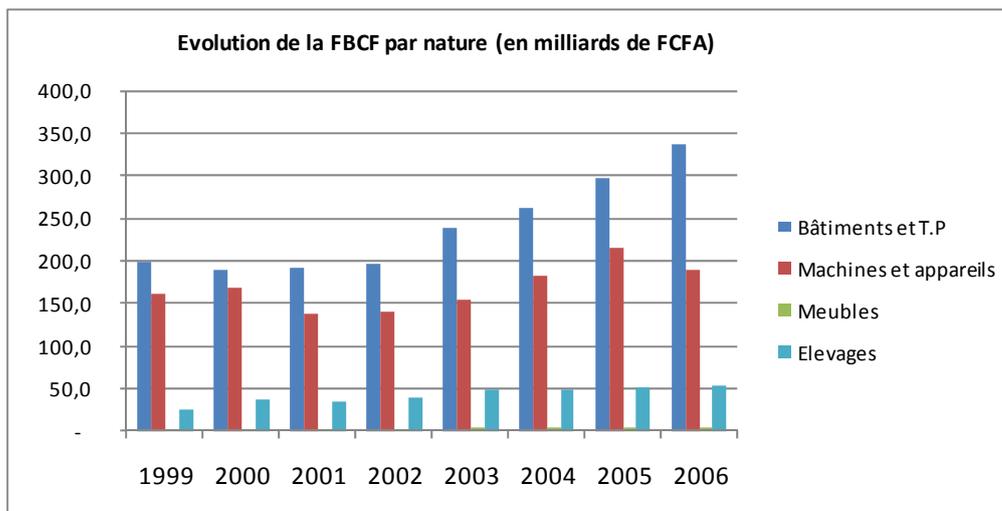
Cette chute substantielle s'explique par le recul des investissements privés (7,2%) dû à une baisse ob-

servée en produit construction des entreprises.

Pourtant l'investissement public a fortement cru (13,2%) suite au lancement de nombreux chantiers d'infrastructures (routes, écoles, centre de santé, etc ;).

Les principales composantes de la formation brute de capital fixe sont respectivement BTP (58%), machines et appareils (33%) et les produits de l'élevage (9%).

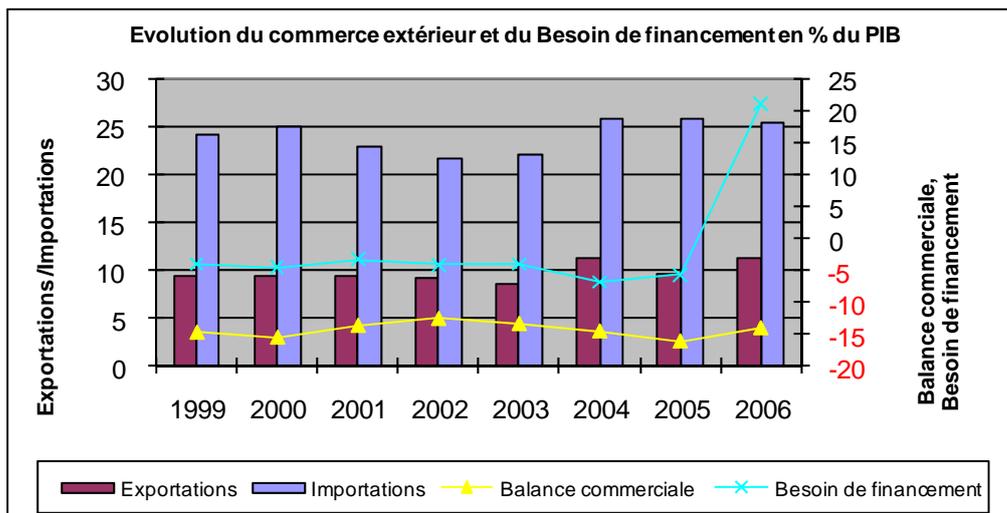
Les stocks en 2006 se situent dans cette même dynamique de baisse par rapport à 2005. Cela se traduit par un déstockage massif notamment des produits alimentaires.



LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

Réduction du déficit du solde des échanges avec l'extérieur

Le solde des échanges avec l'extérieur reste déficitaire bien que celui-ci se réduit (37,3 milliards FCFA); du fait d'une évolution plus rapide des exportations que celle des importations. Les exportations augmentent de 25% et les importations augmentent de 1,5%. Le solde extérieur a contribué positivement à la croissance de 1,6%.



Une forte hausse des exportations en 2006

Les exportations ont augmenté en volume au cours de l'année 2006 (25% contre 2,4% en 2005). Cette forte hausse des exportations est liée à celle du coton fibre qui représente 66% des recettes d'exportations.

Contrairement à l'année précédente, le solde com-

mercial contribue positivement à la croissance du PIB en 2006 (1,6 point contre -2,1 points en 2005).

En valeur, le solde extérieur demeure en faveur du reste du monde. Le solde commercial s'établit en effet à -425,1 milliards en 2006 contre -462,4 milliards de FCFA en 2005.

Faible croissance des importations

Les importations ont haussé faiblement de 1,5% en 2006. Les principaux produits importés sont les machines et appareils (30%), les produits pétroliers (22,7%), les produits alimentaires (12,5%).

LA FORMATION DES PRIX

Un ralentissement significatif de l'inflation en 2006

En 2006, l'inflation est de 2,4% contre 6,4% l'année précédente ce qui permet de respecter la norme communautaire UEMOA de 3%. Cette baisse du taux d'inflation s'explique par une détente des prix des produits

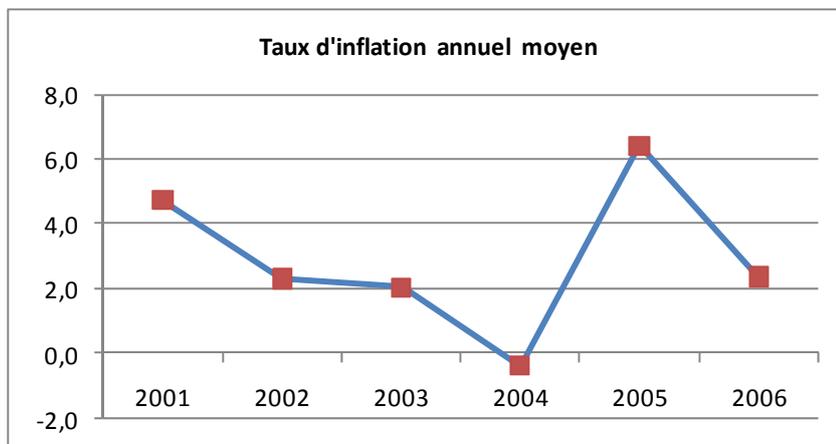
céréaliers et une baisse des cours des produits pétroliers durant le dernier trimestre de l'année 2006.

En effet,

- Les prix des produits alimentaires avec une augmentation record de 15,5% en 2005 ont baissé de -0,3% en 2006 en raison

d'une succession de deux bonnes campagnes agricoles.

- Les prix des transports ont subi une baisse pour se situer à 6% en 2006 contre 9,7% en 2005 suite à la diminution des cours des produits pétroliers.



« EN 2006, L'INFLATION EST DE 2,4% CONTRE 6,4% L'ANNÉE PRÉCÉDENTE CE QUI PERMET DE RESPECTER LA NORME COMMUNAUTAIRE UEMOA DE 3%. »

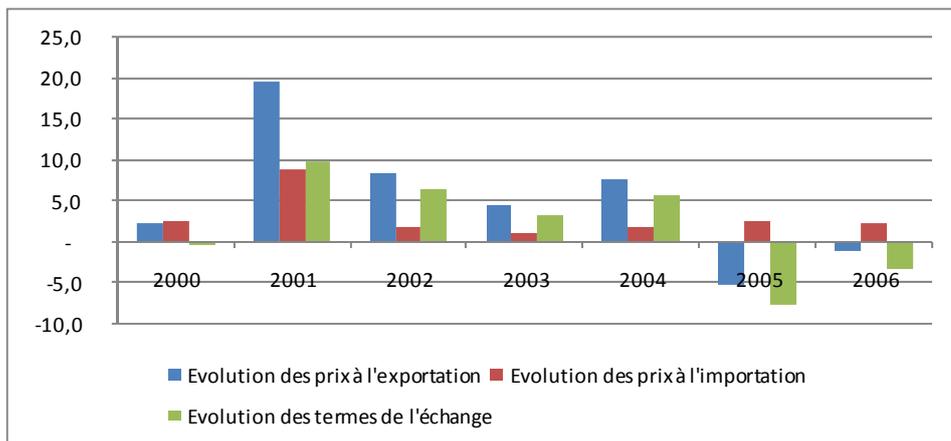
Une baisse des prix à l'exportation et une dégradation continue des termes de l'échange depuis 2004

Dans un contexte international difficile marqué par une baisse des prix des matières premières et une faible hausse des prix à l'importation, les termes de l'échange ont subi une dégradation continue depuis 2004.

En effet, les prix à l'exportation ont connu une baisse de 1,1 points en 2006 contre -5,4 points en 2005. Cette baisse des prix à l'exportation s'explique principalement par le prix de vente à l'exportation du coton fibre qui a baissé de 5 points en 2006.

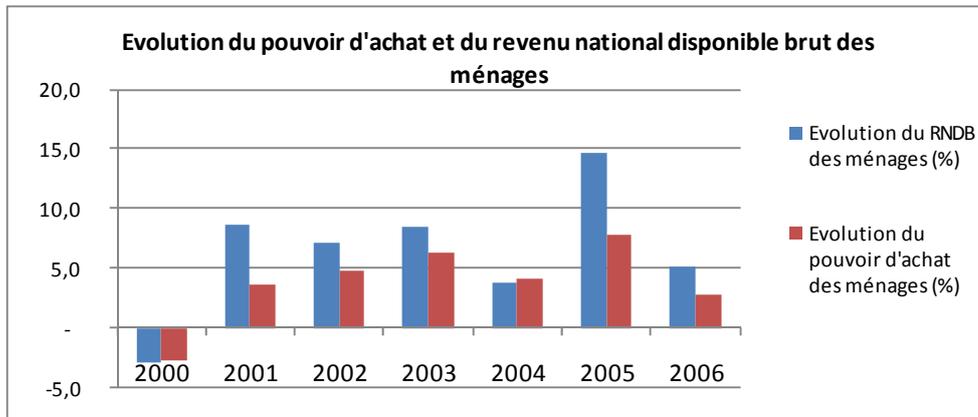
En ce qui concerne les prix à l'importation, ils ont aug-

menté de 2,3 points en 2006. Ce niveau est imputable à la baisse du rythme de croissance des prix des produits pétroliers (5 points en 2006 contre 16 points en 2005) et d'une progression des prix à l'importation des machines et équipements (1% en 2006 contre -5% en 2005).



LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

Le revenu disponible brut des ménages augmente de 5,1% en 2006 contre une forte augmentation de 14,6% en 2005. Cette diminution du rythme d'augmentation du revenu disponible brut des ménages s'explique par une baisse des transferts courants nets des ménages qui sont passés de 19,2% en 2005 à -4,5% en 2006. De plus la rémunération totale des salariés reçus par les ménages n'a augmenté que de 3,2% en 2006 alors, qu'elle était de 10,8% l'année précédente. En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages qui avait subi une forte aug-



mentation de 7,7% en 2005, n'a augmenté que de 2,7% en 2006.

Une quasi-stabilité du taux d'épargne et une amélioration du taux d'épargne financière des ménages

Le taux d'épargne (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) des ménages est quasi-stable en 2006 passant de 10,1% en 2005 à 10,9%. Cette situation s'explique par les effets combinés d'une hausse modérée de l'indice des prix à la

consommation finale des ménages de l'ordre de 2% et d'une baisse du revenu disponible brut liée à la baisse des transferts courants nets des ménages (baisse de 4,5%).

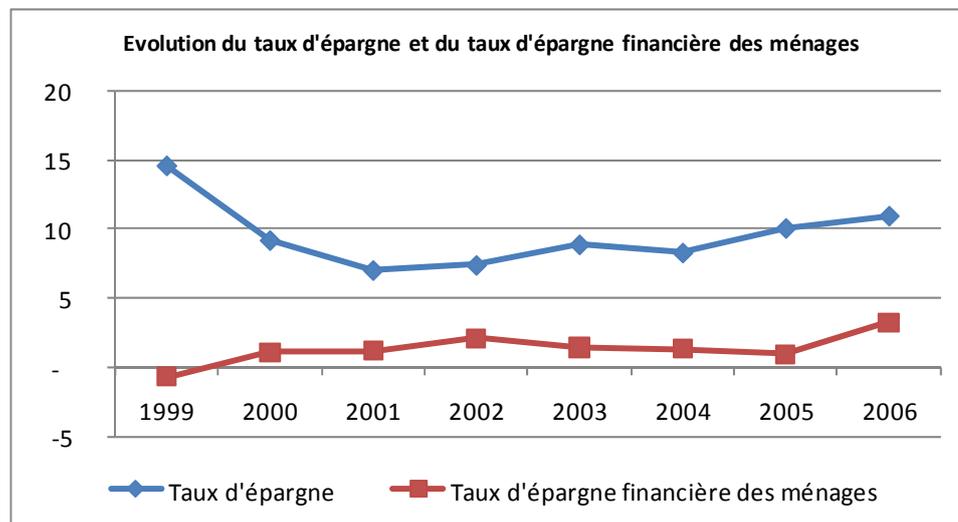
En outre, ce faible taux d'épargne signifie que les ménages burkinabés consacrent une grande partie de leur revenu disponible brute à la consommation.

Le taux d'épargne financière des ménages en 2006 (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages) s'établit à 3,2% après une baisse tendancielle depuis 2003.

« LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES QUI AVAIT SUBIT UNE FORTE AUGMENTATION DE 7,7% EN 2005, N'A AUGMENTÉ QUE DE 2,7% EN 2006. »

Ce taux d'épargne financière reste néanmoins faible. Cela signifie que les ménages consacrent une faible partie de leur revenu disponible à des placements financiers, et donc contribuent faiblement au financement des autres secteurs institutionnels.

La consommation finale reste le principal poste d'utilisation du revenu disponible (propension moyenne à consommer de 92,1%).



LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

Une baisse de l'investissement et de l'épargne.

La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée qui était en hausse continue depuis 2003 a subi une légère baisse en 2006 pour se fixer à 37% occasionnant une hausse de leur taux de marge. Par ailleurs, le taux d'épargne

des sociétés qui est la part des revenus qu'elles consacrent à l'augmentation de leur patrimoine a légèrement baissé (35% en 2006 contre 36% en 2005).

Quant au taux d'autofinancement des sociétés non financières, on note une hausse de 14 points en 2006 après une baisse de 12,5 points en 2005. Il est de

102% en 2006 traduisant leur capacité à financer eux même une partie de leurs investissements.

En outre, le taux d'investissement des sociétés non financiers se situe à 31,8% en 2006 et est en baisse de 8 points par rapport à l'année précédente .

LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Hausse des dépenses publiques et importante remise de la dette publique

En 2006, les dépenses publiques ont connu une augmentation de 14,3% en raison essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour prendre en compte la régularisation des avances de 2003, 2004, 2005 des fonctionnaires, l'intégration et le mandatement des agents de la santé et de l'éducation.

Quant aux recettes totales, elles enregistrent une hausse de 7,3% en 2006. Cependant, comparée à la prévision de l'année, les recettes totales mobilisées en 2006 affichent des moins values estimées de 40 milliards en raison de la hausse des prix des produits pétroliers.

L'Etat bénéficie d'une remise de dettes de 684 milliards de FCFA en 2006.

L'encours de la dette publique baisse de 52,9% en 2006 en raison des effets conjugués de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), de la

tendance à la baisse du cours des principales devises et du règlement à bonne date du principal de la dette. Ainsi, le taux d'endettement baisse et passe de 42,9% en 2005 à 18,9% en 2006.

En 2006, le déficit public hors remise de dettes rapporté au PIB se situe à 3,9% contre -3,5 % en 2005. En prenant en compte la remise de dettes, la situation de l'administration publique devient excédentaire, et s'établit à 18,6% du PIB.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE
SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,
CONNAÎTRE C'EST MESURER

Directeur Général :

Bamory OUATTARA

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques :

Namaro YAGO

Chef de service des comptes nationaux

B. François RAMDE

Rédacteurs

Ibrahima SORY

Pousga Dieudonné SAWADO

Issaka NIANGAO

Issa ZERBO

N. Augustin KABORE

Rellecteurs

Emmanuel NGOK (AFRISTAT)

Pascaline OUOBA

David TIENDREBEOGO

Maliki OUEDRAOGO

Edouard TAPSOBA

Yacouba TRAORE